

# **ex-Yugoslavie/Balkans - Le soulèvement du peuple : une rupture avec la Bosnie de Dayton ?**

mercredi 19 février 2014, par [ZIVKOVIC Andreja](#) (Date de rédaction antérieure : 10 février 2014).

**La guerre est de retour dans les villes de Bosnie-Herzégovine. Pas les guerres nationalistes et séparatistes des années 1990 ; ni la guerre froide des dirigeants nationalistes dans une fédération divisée sur des bases ethniques et supervisée par un Haut Représentant des Grandes Puissances d'inspiration coloniale ; mais une guerre sociale, un soulèvement du peuple.**

Sommaire

- [Néo-colonialisme et néolibéral](#)
- [L'héritage yougoslave : \(...\)](#)
- [Géopolitique de la question](#)
- [Aller de l'avant : mettre \(...\)](#)

À partir de la révolte des travailleurs de Tuzla contre des privatisations qui ravagent l'industrie, des travailleurs en colère, des jeunes au chômage et des anciens combattants ont mis le feu à des voitures et des locaux gouvernementaux aux quatre coins de la Fédération de Bosnie, par solidarité et pour exiger la démission des autorités élues fédérales et cantonales. Le graffiti « *Qui sème la faim récolte la colère* » résume le message ainsi adressé à la classe politique d'une société dépourvue de travail (pour les moins de 24 ans, le chômage atteint l'incroyable taux de 63%), classe qui partage son butin bureaucratique, accru par le pillage de l'ancien secteur public, avec une petite classe de nouveaux magnats des affaires.

Comme un éclair dans un ciel sombre, cette révolte illumine les rapports de pouvoir réels au sein de la fédération.

## **Néo-colonialisme et néolibéralisme**

Dans une intervention à la télévision autrichienne, Valentin Inzko, Haut-Représentant des puissances occidentales, a lancé cet avertissement : « *...si ces actes de hooliganisme continuent les troupes de l'EUFOR (UE) pourraient être appelées à intervenir* ». [1] Comme en écho, le directeur d'une agence d'État chargée de la coordination des unités de police dans la Fédération de Bosnie, Himzo Selimović, a démissionné après avoir reconnu que la police était incapable d'assurer la sécurité des membres de la Présidence bosniaque, et appelé la communauté internationale et l'Union européenne à envisager de déployer des forces militaires internationales dans le cas où les événements se répéteraient. [2]

Tandis que les déclarations d'Inzko et de Selimović révélaient que l'UE est le véritable pouvoir qui se cache derrière l'État, Milorad Dodik, président de la République serbe de Bosnie (RS), a félicité

les citoyens de l'entité serbe pour n'avoir pas cédé à la provocation des mouvements de protestations qui agitent la Fédération, confirmant à quel point le nationalisme structurellement inscrit dans les institutions héritées de Dayton permettent de diviser pour mieux régner. [3] Pendant ce temps, Aleksandar Vučić, Vice-président du gouvernement de Serbie, a sollicité les représentants politiques de RS pour les prier de jouer l'apaisement, démonstration éclatante des ambitions expansionnistes persistantes dans l'élite politique serbe, mais également de la solidarité de classe fondamentale de l'élite politique de Bosnie, habituellement incapable de parvenir au moindre accord, ne serait-ce que sur l'existence de la Fédération ; solidarité qui s'exerce contre les peuples de Bosnie.

Les privatisations ne sont pas les seuls projets que les classes politiques de Bosnie et de l'UE s'emploient à défendre ensemble : ces dernières imposent depuis cinq ans la mise en œuvre d'un plan d'austérité du FMI visant à faire payer la crise économique aux travailleurs des deux entités fédérées. Conformément aux deux « accords de confirmation » (*Stand-By Arrangements*) les dépenses ont été gelées, les salaires du secteur public ont subi de multiples baisses, la consommation s'est effondrée, la croissance est au point mort et la dette publique extérieure a doublé, pour atteindre 32% du PIB. Alors que le gouvernement fédéral est habituellement incapable de s'entendre sur la moindre mesure, il a adopté l'année dernière et pour la période 2014-2016, un « cadre fiscal global » inspiré des directives du FMI, qui fixe des objectifs budgétaires pour les entités fédérées, et entérine un ensemble de coupes au nom de la réduction du déficit budgétaire, de façon que l'austérité néolibérale est désormais au-dessus de toute remise en cause démocratique aux prochaines élections. Et puisque même le dernier rapport du FMI sur le pays admet que rien de tout cela ne permettra de rétablir la croissance et les recettes fiscales, des mesures sont en préparation pour élever l'âge légal de la retraite, accroître la flexibilité de la main d'œuvre, et poursuivre les privatisations. [4]

Les réformes néolibérales ne surmonteront pas la crise, elles ne feront que l'approfondir. Comme dans le reste des Balkans et de la périphérie européenne, le modèle économique appliqué repose sur l'ouverture aux capitaux étrangers. Jusqu'à 2008 cet influx de capitaux alimentait une croissance basée sur l'importation et l'endettement des consommateurs, tout en détruisant l'industrie et en préparant l'actuelle crise de la dette. D'une part, la surévaluation et l'indexation sur l'euro de la monnaie bosniaque ont permis les emprunts nécessaires au paiement des importations ; mais d'autre part, elles ont freiné les investissements dans l'économie réelle et rendu les exportations peu compétitives. [5] Comme l'économie est entièrement dépendante de sources de croissance extérieures, et que la crise financière des marchés émergents déclenchée par l'Argentine aura sans nul doute des répercussions dans l'Eurozone, la Bosnie se trouve désormais à un tournant.

L'élite politique est unie dans sa détermination à imposer des réformes néolibérales qui ont été érigées en conditions d'entrée dans l'Union européenne. Elle se trouve face à un soulèvement populaire qui pourrait bien s'étendre à la RS, si ce n'est à l'ensemble des Balkans. Si elle s'avère incapable de trouver une sortie de cette crise, qui est aussi une crise de légitimité du schéma fédéral, elle recommencera, comme dans les années 1990, à jouer sur la fibre nationaliste dans le but de se maintenir au pouvoir ; dans cette hypothèse, la fédération pourrait s'effondrer, ouvrant une nouvelle fois la voie à une intervention de grandes puissances et aux luttes nationalistes dans toute la région.

Voilà précisément le motif récurrent que nous devons garder en mémoire pour comprendre la crise politique actuelle et les conditions nécessaires à toute alternative durable suscitée par le soulèvement.

## **L'héritage yougoslave : intégration au marché, désintégration nationaliste, et interventionnisme des grandes puissances**

La guerre des années 1990 ne peut être envisagée en dehors du contexte de désintégration de la Yougoslavie créé par la crise de la dette des années 1980. Dans cette décennie la Yougoslavie a été placée sous la tutelle du FMI et exposée en avant-première à la thérapie de choc et au programme de libéralisation de marché qui allaient devenir la norme dans l'Europe orientale post-soviétique des années 1990. Le FMI a imposé la fermeture des industries inefficaces et la fin des subventions allant des républiques et régions plus riches vers les plus pauvres. Face à un large mécontentement des travailleurs et, plus tard, à de menaçantes vagues de grèves dans toutes les républiques, les élites politiques de chacune d'entre elles, à commencer par celle de Serbie sous la direction de Milošević, ont déchaîné une vague de nationalisme pour conserver le pouvoir.

De façon à imposer la discipline de marché nécessaire au remboursement de la dette, le FMI et la CEE avaient exigé la re-centralisation de la fédération yougoslave. La CEE faisait miroiter l'intégration dans la construction européenne en guise de « carotte » en cas de succès des réformes. Dans la pratique, la CEE était donc alignée sur les positions de Milošević et du nationalisme de la « Grande Serbie », visant à améliorer la compétitivité de l'économie serbe par une re-centralisation yougoslave. Mais la promesse de l'intégration européenne encouragea également les riches républiques du Nord de la Yougoslavie, dont la stratégie de compétitivité consistait à se débarrasser du Sud appauvri et à rejoindre la CEE. De ce point de vue, l'intégration européenne a pu accélérer la désintégration nationaliste de la fédération yougoslave. [6]

Les puissances occidentales étaient divisées sur la question de la survie de la Yougoslavie. Lorsque l'Allemagne apporta son soutien aux séparatistes des républiques de l'Ouest de la Yougoslavie (Slovénie et Croatie), la Bosnie se trouva déstabilisée lors de la contre-attaque de la Serbie, alliée à la Croatie pour une partition de la république. Les puissances européennes aiguïsèrent ces appétits par une série de protocoles de paix prenant acte des faits de nettoyage ethnique, jusqu'à l'entrée en scène des États-Unis, qui tirèrent profit des divisions au sein de l'Europe pour étendre leur domination dans le vide créé par le reflux de l'influence russe, par une intervention militaire aux côtés de la coalition Croate-Musulmane qu'ils avaient mise en place pour mettre fin à la guerre.

### **Géopolitique de la question nationale dans la Bosnie de Dayton**

La Bosnie qui a émergé de l'accord de paix de Dayton est un protectorat occidental néo-colonial, dont la politique est largement dictée par les États-Unis et l'UE. Le pays est divisé en deux : la Fédération et la RS. Il est impossible de prendre des décisions sans l'accord des deux entités. Néanmoins, un régime néo-colonial persiste, dirigé par le Haut-Représentant international pour la Bosnie-Herzégovine, avec pour toute légitimité l'affirmation que la préservation d'une Bosnie-Herzégovine requiert une coercition extérieure. Mais c'est la structure fédérale imposée par les grandes puissances à Dayton, sans la moindre consultation démocratique, qui crée les conditions d'une nouvelle concurrence nationaliste et renouvelle constamment la nécessité du protectorat comme pouvoir exécutif réel et comme garant de l'intégrité territoriale.

Dans la constitution, les multiples points sur lesquels un « veto ethnique » peut s'exercer et les mécanismes complexes de partage du pouvoir signifient que les politiciens nationalistes peuvent paralyser le gouvernement fédéral à volonté, quel que soit l'objet du débat. Par exemple, ces deux dernières années, la Bosnie-Herzégovine s'est trouvée dépourvue de gouvernement réel, ce qui avait déjà causé les protestations de masse de juin dernier à Sarajevo pour l'adoption d'une loi maintes fois reportée permettant aux enfants en bas âge d'accéder à des services sanitaires et sociaux

élémentaires. En outre, ces institutions représentent les citoyens uniquement en tant que membres de l'un des trois peuples constitutifs de la république, les forcent à s'identifier à l'un des trois groupes ethniques et créent de ce fait un système de partis sur des bases nationalistes. La paralysie qui en résulte ouvre un espace à l'action à la fois législative et exécutive du Haut-Représentant, exacerbant à la fois les tensions nationalistes et la crise de légitimité du système politique.

En réaction à la crise, les puissances occidentales ont cherché à réformer radicalement l'accord de Dayton, mais dans le sens d'une préservation de l'unité de la Bosnie par son intégration dans l'UE et l'OTAN. Elles cherchent à re-centraliser la fédération, pour pratiquement abolir l'autonomie de la RS et contrer ainsi le retour de la Russie sur la scène régionale dans ses habits neufs de superpuissance énergétique. Dans la continuité de l'imposition d'une « indépendance » du Kosovo par les États-Unis en 2008 et du veto de la Russie au Conseil de sécurité de l'ONU, le conflit entre les grandes puissances redistribue une nouvelle fois les cartes du jeu nationaliste. Alors que l'élite bosniaque avait fini par se rallier à Dayton, elle soutient désormais la re-centralisation de la fédération ; et tandis que l'élite serbe de Bosnie était initialement opposée à Dayton, ses positions fluctuent désormais entre une défense de Dayton et un rapprochement avec la Russie pour maintenir la possibilité d'une sécession.

Si l'ingérence des grandes puissances et son lot de divisions marque une continuité avec les années 1990, la ressemblance est encore plus troublante sur le plan de l'économie politique. L'UE et le FMI martèlent que la re-centralisation est le pendant nécessaire des réformes économiques. Le cri de ralliement néolibéral, comme par le passé, est qu'il y a « trop de gouvernement », ce qui pèse excessivement sur l'économie et bloque la construction du type de marché intégré qui attire les investisseurs étrangers. Les politiciens nationalistes, comme dans les années 1980, soutiennent ces réformes de marché, ils ne demeurent divisés que sur la re-centralisation des pouvoirs fiscaux. En même temps, la paralysie du système politique se double d'un échec des réformes néolibérales à surmonter la crise économique et sociale. Dès lors que ces immenses pressions économiques et militaires extérieures s'entrechoquent et se combinent avec les luttes nationalistes, les conditions sont une nouvelle fois réunies pour une désintégration.

### **Aller de l'avant : mettre fin au protectorat, défendre l'égalité des peuples de Bosnie, soutenir le soulèvement des travailleurs !**

Tout projet alternatif au nom du progrès doit se confronter à la barbarie à l'œuvre dans la situation présente. Jusqu'ici, les protestations ont uniquement reposé sur des bases de classe, presque sans aucun signe de contamination nationaliste. En fait, leur faiblesse politique visible se situe ailleurs : il s'agit de l'appel, lancé par les travailleurs de Tuzla et largement repris, à la mise en place d'un gouvernement non partisan et technocratique, gouvernement qui serait inévitablement tiraillé, dans le cadre du protectorat, entre le veto nationaliste et le diktat du Haut-Représentant et du FMI. Le problème majeur, cependant, est que les protestations ne se sont pas étendues à la RS, même s'il ne faut pas sous-estimer l'importance d'un rassemblement de solidarité de 300 personnes à Banja Luka. La force du système de Dayton est qu'il divise pour mieux régner, empêchant ce type de solidarité de classe inter-ethnique. Ainsi, les protestations contre le plan d'austérité du FMI n'ont jamais été coordonnées ; les grèves générales du secteur public de 2009 et 2013 ont été limitées, respectivement, à la Fédération et à la RS. La colère de classe généralisée des travailleurs contre l'élite politique peut également être manipulée et transformée en son contraire, un soutien à l'intégration à l'UE comme solution à la « corruption » et à l'échec des « réformes », comme ce fut le cas récemment lors des mobilisations en Bulgarie. En effet, le système en place génère constamment un courant qui alterne naturellement entre nationalisme et soutien au protectorat et à l'intervention des grandes puissances, tout en générant toujours plus de crise et de désespoir.

L'issue de ce cercle vicieux sera trouvée en liant la lutte sociale contre la classe politique nationaliste et la lutte démocratique pour renverser le « protectorat » impérialiste.

Si nous en revenons à notre argument initial, le mouvement social fait face à un front politique incluant l'UE, le Haut-Représentant, le FMI, tous les politiciens nationalistes des différentes entités, et même les gouvernements de Belgrade et de Zagreb. Pour affaiblir cette alliance, il doit appeler à l'abrogation de l'accord du FMI, à l'expulsion du Haut-Représentant et de l'EUFOR, et au rejet de toute modification du système de Dayton qui ne repose pas sur un accord entre les peuples eux-mêmes. Si le mouvement parvient à construire une opposition pratique à l'ingérence impérialiste et à la dépendance économique, alors il sera capable de révéler l'hypocrisie des nationalistes. Car ni le soutien à Dayton, ni sa dénonciation par les élites nationalistes ne constituent une politique anti-impérialiste : il s'agit toujours d'un soutien à l'intervention de la Russie ou des États-Unis et de l'UE ; et toujours d'un appel à poursuivre la destruction néolibérale.

Telles sont les bases sur lesquelles le mouvement peut légitimement défendre les droits de toutes les nations, y compris les minorités comme les Roms, qui ne sont pas représentées dans le régime de Dayton. En reliant la question sociale à la question nationale, en montrant que les inégalités de classe ne peuvent être remises en cause si le mouvement ouvrier demeure divisé en termes de nationalité, et s'il renonce à défendre le droit de libre association de toutes les nationalités contre toute forme de coercition - les premiers pas pourront être faits pour surmonter la méfiance entre les peuples, et pour créer un mouvement pour l'unité du mouvement ouvrier. Pour avancer, la gauche doit montrer que l'égalité sociale est inséparable de l'égalité nationale, et que ni l'une ni l'autre ne peuvent être réalisées sans lutte internationaliste contre l'alliance entre les nationalistes de toute la région et de grandes puissances rivales. [7]

**Andreja Živković**

---

**P.-S.**

\* Publié sur le site de la revue Contretemps :

<http://www.contretemps.eu/interventions/soulèvement-peuple-rupture-bosnie-dayton>

\* Andreja Živković est sociologue et membre de Marx21 en Serbie. Spécialiste de l'histoire des révolutions, et du socialisme dans les Balkans, il est l'auteur d'un chapitre sur l'économie politique de la dette dans *The Rebel Peninsula : Radical Politics after Yugoslavia* (dirigé par Srećko Horvat et Igor Stiks, Verso, 2014, à paraître). Ce texte est initialement paru en anglais sur la plateforme anglophone LeftEast du site [criticatac.r](http://criticatac.r)<sup>o</sup>. Il est disponible sur ESSF en version originale (article 31066), [ex-Yugoslavia/Balkans - The People's Uprising: A Break with Dayton Bosnia?](#)

\* Traduit de l'anglais par Mathieu Bonzom.

\* Nos [Contretemps] contenus sont sous licence Creative Commons, libres de diffusion, et Copyleft. Toute parution peut donc être librement reprise et partagée à des fins non commerciales, à la condition de ne pas la modifier et de mentionner auteur·e(s) et URL d'origine activée.

---

**Notes**

[1] Pour d'autres exemples de menaces de ce type dans la presse d'Autriche (pays d'origine du Haut-Représentant actuel, NdT), voir :

<http://www.novinite.com/articles/158040/EU+to+Consider+Intervention+in+Bosnia+if+Tension+Escalates>

[2] Voir « Sarajevo : 1621 »,

<http://balkans.aljazeera.net/vijesti/demonstranti-se-razisli-uspostavljen-saobracaj>

[3] Depuis l'accord de paix de Dayton (14 décembre 1995), la République de Bosnie-Herzégovine se compose de deux entités non indépendantes, la Fédération de Bosnie-Herzégovine et la République serbe de Bosnie (abréviation courante : RS). La Fédération est en outre chargée de représenter l'ensemble de la république sur la scène internationale. Voir également plus loin (NdT).

[4] Voir « Bosnia and Herzegovina : Fourth Review Under the Stand-By Arrangement and Request for Modification and Waivers of Applicability of Performance Criteria », Rapport par pays No 13/321, 1<sup>er</sup> Novembre 2013. <http://www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2013/cr13321.pdf>

[5] Voir Andreja Živković, « From the market... to the market : The debt economy after Yugoslavia », in Srećko Horvat et Igor Stiks (dir.), *The Rebel Peninsula : Radical Politics after Yugoslavia*, Verso, à paraître (2014).

[6] Pour une histoire de « la longue durée » de l'intégration européenne de la Yougoslavie et de l'ex-Yougoslavie, voir Andreja Živković, « The future lasts a long time : a short history of European integration in ex-Yugoslavia », 25 octobre 2013.

<http://www.criticatac.ro/lefteast/the-future-lasts-a-long-time-a-short-history-of-european-integration-in-the-ex-yugoslavia-2/>

[7] Au sujet d'une telle alternative internationaliste aujourd'hui, voir Andreja Živković et Matija Medenica, *The Balkans for the Peoples of the Balkans*

<http://www.criticatac.ro/lefteast/balkans-for-the-peoples-of-the-balkans/> (Prochainement en version française sur notre site, NdT). Disponible en anglais sur ESSF (article 31065), [Balkans for the peoples of the Balkans](#).